RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Ville de Bourg-en-Bresse

ARRETE TEMPORAIRE N°67601

Portant réglementation du stationnement sur l'ensemble des voies de la Ville de Bourg-en-Bresse

En agglomération

le Maire de Bourg-en-Bresse,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 Vu l'arrêté n° 63089 du 27 septembre 2023 donnant délégation de signature Considérant que la nécessité de neutraliser du stationnement rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, ENSEMBLE DES VOIES

ARRÊTE

- Article 1 : À compter du 24/10/2025 et jusqu'au 22/12/2025, le véhicule de location immatriculé GP-754-XC loué par la Ville de Bourg-en-Bresse, est autorisé à stationner sur les places payantes pour réaliser les missions du service Propreté Urbaine.
- Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services techniques municipaux.
- Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.
- Article 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 24 octobre 2025

Le Maire de Bourg-en-Bresse Et par délégation Le Directeur Espaces Publics Nicolas MARTIN

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est

Conformément aux dispositions de la loi /8-1/ du 06/01/19/8 relative à l'informatique, aux jichiers et dux hoeries, le beneficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.